

Nous savons qu'au moins deux problèmes économiques graves ont été abordés: celui du pétrole et celui du blé. Il semble avoir été décidé que des réunions de hauts fonctionnaires des deux pays auront lieu, pour étudier une politique du pétrole. L'avenir de l'industrie canadienne du pétrole est bien moins sûr qu'il y a une dizaine d'années et elle paraît plus menacée. L'importance de telles rencontres entre les représentants des gouvernements canadien et américain saute aux yeux. Je suppose qu'aucune autre entente n'est intervenue entre le premier ministre et le président, et je souhaite que le premier ministre puisse nous dire, un jour, s'il a fait certaines suggestions au nom du Canada. Depuis quelque temps, notre politique pétrolière s'est entourée d'un secret trop profond. Il nous faut savoir où nous en sommes. De fait, il serait utile que cette Chambre ait son mot à dire dans l'établissement de la politique gouvernementale touchant l'industrie du pétrole.

• (2.10 p.m.)

Le gouvernement n'a pas sérieusement envisagé de mettre au point une politique nationale du pétrole, ce qui sans aucun doute cause de vives préoccupations dans l'Ouest du Canada et ailleurs, où l'on reconnaît l'importance d'une politique canadienne énergique du pétrole. J'espère qu'un de nos comités permanents pourra faire une enquête publique quant à une politique nationale du pétrole répondant aux besoins de l'heure, et inviter des représentants de cette industrie aux fins de consultation.

Quant au blé, si je comprends bien, on a convenu que nos deux pays insisteraient sur une réunion des principaux pays exportateurs. Ici aussi, cette décision était tout indiquée pour le premier ministre et le président. Bien entendu, le Canada et les producteurs de blé de l'Ouest se trouvent dans une situation grave et je me demande si à la suite de leurs réunions, le président et le premier ministre sont arrivés à un accord sur l'attitude à prendre à cette réunion. Sinon, songeons-nous à une entente préalable. Nos exportateurs de grain et nos cultivateurs doivent savoir quelle approche nous permettrait de regagner notre position sur les marchés mondiaux. Les cultivateurs ont eu une année difficile et maintenant ils essaient de s'organiser.

Le fait que les entretiens de Washington soient survenus presque en même temps que la décision concernant le système ABM fait ressortir l'incertitude qui règne encore quant à la nature des relations canado-américaines,

[L'hon. M. Stanfield.]

surtout en ce qui concerne la défense, et que le premier ministre n'a encore rien fait pour dissiper. Il n'a pas dit quand le Parlement ou la nation pouvaient espérer une déclaration précise au sujet de la décision du président Nixon de procéder à l'installation du système ABM Safeguard. Il est même rendu à court d'échappatoires.

Pendant le débat de la semaine dernière à ce sujet, le très honorable représentant a déclaré qu'il voulait garder le silence sur la position du Canada dans cette affaire, pour se sentir libre de condamner toute la politique dans l'intérêt de l'humanité et de la paix mondiale. Il a également donné l'impression que la décision du président avait pris le Canada au dépourvu. On nous dira en temps utile, j'espère, que le premier ministre a fait bien comprendre au président des États-Unis que nous nous attendions à être consultés assez longtemps à l'avance à l'égard de telles décisions. En fait, l'explication donnée jusqu'ici par le premier ministre et le gouvernement pour éviter d'avoir à prendre position sur le sujet des consultations et sur celui de notre attitude à l'égard de cette décision des États-Unis, n'est pas très convaincante. Nous avons le droit de savoir quand le gouvernement informera le pays de sa décision.

Autre déception: personne n'a soufflé mot du problème nigérian. L'intérêt du président Nixon dans ce domaine est bien connu: déclarations électorales, appui financier fourni aux efforts de secours depuis son installation et, surtout, avions de l'État mis gratuitement à la disposition d'agences confessionnelles de secours—politique que nous avons fortement recommandée au gouvernement il y a six mois—voilà autant de preuves que le président veut sincèrement mettre fin aux souffrances. En outre, le représentant personnel du président revient justement de cette partie de l'Afrique et il a fait rapport sur la situation des secours au Biafra et, par parenthèse, a condamné les attaques nigérianes sur des cibles non militaires.

J'espère que le premier ministre saura profiter de ses bons rapports avec le président Nixon pour maintenir avec lui des contacts fréquents au sujet de ce problème grave. Un programme concerté devrait rendre utilisable le terrain d'atterrissage que doit construire Canairelief. Le gouvernement devrait commencer dès maintenant le travail de planification, afin qu'on fasse le meilleur usage possible de ce terrain, et le Canada et les États-Unis devraient, de concert, prendre l'initiative de ralentir ou de supprimer les envois d'armes.